



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2877
22 septembre 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Drame des migrants Dirigeants européens et extrême droite unis dans une politique criminelle



CECILIA FABIANO AP

Des migrants sur le port de Lampedusa.

Champagne

**Vendanges
mortelles**

page 14

Harcèlement scolaire

**Des mots mais
pas de moyens**

page 6

États-Unis

**La grève
de l'automobile**

page 16

Leur société

- Lampedusa : concours de démagogie 3
- Ventes à perte : jeu de rôle entre pétroliers et gouvernement 3
- Fête de *L'Humanité* : quelles perspectives pour le PCF ? 4
- Violences policières : tout un ordre social à détruire 4
- Loi "plein-emploi" : les seuls parasites sont les patrons 5
- Psychiatrie : livrée aux appétits privés 5
- Retraites complémentaires : hold-up en vue 5
- Harcèlement : Attal répond par des mots 6
- Rentrée : le pacte ne passe pas 6
- Grand Est : la réalité des "lycées 4.0" 6
- Coupe du monde de rugby : ballon ovale, profits ronds 7
- Électricité : nouvelle hausse annoncée 7
- Nos lecteurs écrivent : la pénurie d'eau à Mayotte 7
- L'attentat quotidien contre la planète 12
- Canons à vendre : l'avenir qu'on nous prépare 12
- Un pognon de dingue 12
- Nos lecteurs écrivent : pénurie de médicaments 12

Dans le monde

- Libye : tempête naturelle, catastrophe criminelle 8
- France-Afrique : bassesse colonialiste 8
- Mali : la terreur djihadiste, héritage de la présence française 9
- Gomme arabique : un exemple de pillage 9
- Union européenne et Ukraine : du blé et de la démagogie 10
- Combien de morts au mètre carré ? 10
- Pollution au plomb : les pays les plus pauvres les plus touchés 10
- États-Unis : la grève dans l'automobile 16
- Grèce : une offensive contre les travailleurs 16

Il y a 110 ans

- La grève de Dublin en 1913 11

Dans les entreprises

- La Poste - PIC Rennes 13
- Onclusive - Courbevoie 13
- TER - Pays de la Loire 13
- Keolis - Montesson 13
- Champagne : vendanges mortelles 14
- Carrefour - Aulnay-sous-Bois 14
- Vallée de la chimie 14
- Clinique Chambray-lès-Tours 15
- CHU - Montpellier 15

Agenda

- Les fêtes régionales de Lutte ouvrière 3
- Meeting à Paris le 7 octobre 3

Migrants : dirigeants européens et extrême droite, une même politique criminelle

« Alerte maximale ! », « Urgence ! », entend-on du côté des dirigeants européens. Et qu'est-ce qui les affole ainsi ? La guerre en Ukraine et l'exacerbation des rivalités internationales ? Le réchauffement climatique ? L'inflation qui aggrave partout la misère et le chaos économique ?

Non ! Les dirigeants européens sont affolés par l'arrivée de 11 000 migrants sur l'île de Lampedusa. Ils ne sont pas seulement ridicules, ils sont abjects.

S'il faut s'affoler, ce n'est pas de l'arrivée de quelques milliers de personnes dans une Union européenne qui en compte près de 450 millions. Ces femmes et ces hommes deviendront des travailleurs et prendront place à nos côtés sur les chaînes de montage et les chantiers, dans les cuisines des restaurants, les services de gardiennage ou de nettoyage.

Ce qui est affolant, par contre, c'est l'irresponsabilité de ceux qui nous gouvernent. Les maîtres du monde, c'est-à-dire les chefs des États les plus puissants et la grande bourgeoisie financière, commerciale et industrielle, sont incapables de diriger correctement la société.

Ils sont incapables d'assurer le minimum vital aux huit milliards d'êtres humains sur la planète. Ils sont incapables d'assurer la paix entre les peuples. Incapables ne serait-ce que de préserver l'existant, puisque, du fait de la sécheresse, des inondations ou des guerres, de plus en plus de régions dans le monde deviennent inhabitables.

Leur système n'est que pillage, accumulation et gâchis insensé, auxquels s'ajoutent mille et une persécutions. Et le problème viendrait des plus démunis qui tentent d'échapper à leur sort ?

Avec l'afflux de femmes et d'hommes venus de l'autre côté de la Méditerranée, les classes dirigeantes sont rattrapées par les inégalités et la misère qu'elles ont fabriquées. Et nous n'en sommes qu'au début, car le nombre de déplacés ne cesse de croître à l'échelle du monde.

Alors, il faut que les travailleurs, dont nombre sont issus de l'immigration, aient leur propre politique vis-à-vis des migrants. Cette politique doit consister à accueillir ces futurs travailleurs dans le camp des exploités. Ils en font partie et leur avenir est de se joindre aux luttes que tous les travailleurs ont à mener contre l'exploitation.

La politique européenne de fermeture des

frontières est criminelle. Son résultat le plus notable est d'avoir transformé la Méditerranée en cimetière marin. Quant à l'extrême droite et à ses promesses de fermer complètement les frontières pour avoir une immigration zéro, elles sont un cinéma méprisable.

En Italie, la présidente du Conseil d'extrême droite, Meloni, s'est fait élire en promettant un blocus naval contre les migrants. Elle allait s'occuper elle-même des frontières de son pays, expliquait-elle dans un discours identique à celui de Le Pen. Mais Lampedusa est toujours à 170 kilomètres de la Tunisie, et les embarcations clandestines continuent d'arriver, parce que, tant qu'il y aura toutes ces souffrances dans le monde, des femmes et des hommes prendront le risque de mourir dans l'espoir d'une vie meilleure.

Il y a, de la part de tous les dirigeants de ce monde, un mépris mêlé de haine profonde pour les plus pauvres, qui n'ont que leurs muscles et leur cerveau pour survivre. Quand bien même les

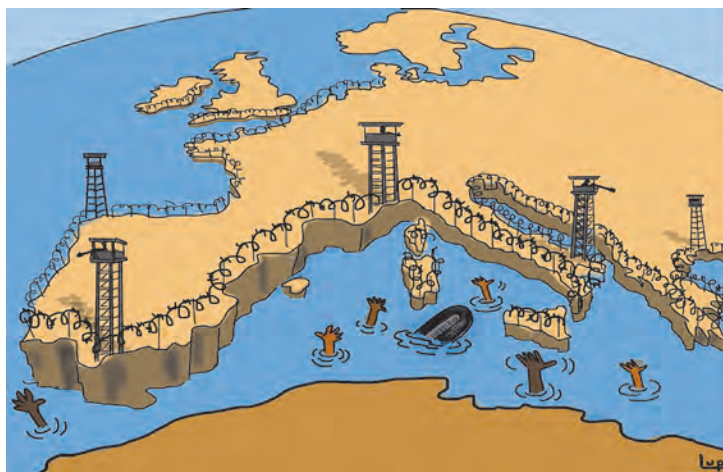
capitalistes ont besoin de travailleurs étrangers, et c'est vrai dans toute l'UE, leurs politiciens continuent leur démagogie et rendent la vie des immigrés plus difficile, aussi bien pour ceux récemment arrivés que pour ceux installés de longue date.

On le voit aujourd'hui avec Darmanin et sa loi immigration en préparation. Celui-ci est bien

obligé de reconnaître que le patronat a besoin de travailleurs immigrés. Et de fait, combien d'hôpitaux pourraient tourner sans les soignants étrangers ? Combien de restaurants et d'hôtels ? Et où en seraient les travaux des JO de 2024 sans les travailleurs sans papiers ? Mais, par ailleurs, Darmanin veut apparaître plus anti-immigrés que Le Pen. Alors, il refuse de régulariser les travailleurs sans papiers et continuera de leur pourrir la vie en reprenant les slogans chers à l'extrême droite.

La classe dirigeante est incapable de gérer correctement la société, mais elle est passée maître dans l'art de nous diviser. Ne tombons pas dans le piège de la division ! Ne nous laissons pas opposer à d'autres travailleurs, encore plus pauvres que nous ! Contre cet ordre mondial de plus en plus barbare et la classe capitaliste qui le domine, nous sommes tous du même côté de la barricade. À chacun d'entre nous d'en être conscient.

Nathalie Arthaud



Lampedusa : concours de démagogie

À l'affût d'un maximum de bruit médiatique, les leaders d'extrême droite ne boudent aucune occasion de faire entendre leurs propos révoltants au sujet des migrants. L'arrivée récente de milliers d'entre eux sur l'île italienne de Lampedusa leur en a fourni l'occasion rêvée.



Venus principalement des côtes tunisiennes et libyennes, 11 000 femmes, hommes et enfants ont traversé la Méditerranée pour gagner l'Europe en accostant sur la petite île, en l'espace de quelques jours de beau temps. La traversée sur les barcasses de ferraille était un peu moins périlleuse qu'à l'ordinaire du fait de la météo. L'arrivée de ces cortèges d'humains épuisés et stressés – on le serait à moins – a posé d'énormes problèmes de logistique à la population de l'île, peu nombreuse, aux ONG et aux structures d'accueil sous-dimensionnées. Pourtant elles ont dans leur ensemble fait face, au mieux, à ce déplacement de population à la recherche de la simple survie.

Mais, pour les têtes d'affiche de la droite et de l'extrême droite, l'arrivée de

ces nombreux migrants a été une occasion inespérée de se positionner, se bousculant pour occuper le terrain le plus fangeux, de débiter les formules les plus hostiles et se faire photographier au côté des plus réactionnaires.

Et d'évoquer, l'un après l'autre, la prétendue « submersion » que subirait l'Italie, puis la France, terme particulièrement odieux lorsque les statistiques de l'OIM, l'Organisation internationale des migrations, font état de plus de 30 000 morts en Méditerranée en dix ans, pour la plupart disparus en mer. De Jordan Bardella à Marine Le Pen pour le RN, en passant par Marion Maréchal, candidate zemmourienne aux futures élections européennes, d'Éric Ciotti à Bruno Retailleau des LR, on a fait assaut de superlatifs, en parlant de

« chaos », « d'appel d'air dangereux », et autres surenchères imbéciles. Campagne européenne oblige, la nièce Le Pen s'est jetée dans les bras de Meloni, la Première ministre de Fratelli d'Italia, un parti d'extrême droite, tandis que la tante se montrait main dans la main avec l'autre leader du même bord, le ministre Salvini. Bardella, lui, s'est fait fort de mettre Macron en demeure de « prendre solennellement cet engagement : la France n'accueillera pas un seul migrant issu de l'opération concertée de Lampedusa ».

Lourde tâche que d'apparaître plus anti-migrants que le gouvernement ! De la chasse aux migrants à Calais, dans les Alpes, dans les campements de réfugiés, à celle aux sans-papiers dont on rend impossible la régularisation malgré leur place évidente dans la vie économique du pays, il y a fort à faire pour doubler les Macron-Darmanin sur leur droite. Ce dernier n'a pas manqué, lui non plus, un voyage à Rome pour proposer d'aider le gouvernement italien « à tenir sa frontière extérieure », autrement dit à rejeter les migrants. Pouvant être considéré comme responsable, en tant que ministre de l'Intérieur, de la mort de nombreux migrants en Manche ou à Calais, il sait de quoi il parle.

Viviane Lafont

Ventes à perte : jeu de rôle entre pétroliers et gouvernement

Les distributeurs de carburants étaient conviés le 19 septembre au ministère de l'Économie à Bercy par le gouvernement pour discuter de sa énième proposition contre l'inflation : un projet de loi, qui devrait être déposé en octobre prochain et qui autoriserait les distributeurs de carburant à vendre à perte.

Dès l'annonce de cette proposition gouvernementale, les gros distributeurs Leclerc, Carrefour, et autres mastodontes ont avancé qu'ils ne pouvaient pas perdre de l'argent, que leurs marges étaient très faibles, en un mot les arguments habituels des grands patrons. Il s'agissait donc pour eux de commencer les marchandages pour aboutir à ne rien lâcher tout en obtenant quelque chose en échange de ce rien. La presse a rappelé en effet que ces multinationales de la distribution cherchent à obtenir un moratoire sur la loi Descrozaille, votée l'an dernier, qui prévoit un plafonnement des promotions sur les produits d'hygiène et de beauté. On peut parier sans risque qu'ils auront fait valoir leurs intérêts.

TotalEnergies, qui gère un tiers des stations-service en France, avait annoncé de son côté il y a peu, en grand seigneur, qu'il poursuivrait le blocage de ses prix à

1,99 euro le litre « au-delà de la fin 2023, tant que les prix resteront élevés ». Qui peut oublier que TotalEnergies n'est pas seulement un distributeur mais aussi un raffineur et fournisseur de carburant, et qu'il est, à ce titre, responsable de ce maintien des prix à un niveau élevé ? Qui peut oublier de plus qu'il a encaissé les bénéfices les plus importants depuis toujours, à savoir 19,1 milliards d'euros, pour l'année 2022, une hausse de 28 % par rapport à 2021 ?

Ni Total ni aucun des grands groupes capitalistes n'ont évidemment l'intention de rogner leurs profits. L'annonce du gouvernement qu'ils sont désormais autorisés à vendre à perte permet seulement à celui-ci de dire qu'il agit. Cette comédie ne trompera pas les travailleurs, contraints de prendre leur voiture pour aller travailler, qui voient leurs dépenses flamber.

Aline Retesse

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 23 septembre à partir de 17h
Dimanche 24 de 11h30 à 19h
Espace Mosaïque à Saint-Priest

Avec Nathalie Arthaud

Bourges

Samedi 30 septembre de 14h à minuit
Restaurant Les Rives d'Auron (près de la Médiathèque)

Lille

Samedi 30 septembre de 15h à minuit
Cousinerie, rue Carpeaux à Villeneuve-d'Ascq
Avec Nathalie Arthaud

Toulouse

Samedi 30 septembre de 18h à minuit
Dimanche 1^{er} octobre de 11h à 18h

Salle des fêtes de Ramonville-Saint-Agne
Avec Jean-Pierre Mercier

Orléans

Samedi 7 octobre de 14 heures à minuit
Salle des Bicharderies, rue des Bicharderies à Fleury-les-Aubrais

Rennes

Samedi 7 octobre de 15 heures à minuit

Centre social Carrefour 18 7, rue d'Espagne
Métro Henri-Fréville

Strasbourg

Dimanche 8 octobre à partir de 11 heures
Centre social et culturel de Hautepierre-le-Galet 4, avenue Tolstoï
Avec Jean-Pierre Mercier

Fourmies

Dimanche 8 octobre
Espace Mandela (à côté de l'Écomusée) à partir de 11 heures
Avec Nathalie Arthaud



Guerre, inflation, crise climatique...
Renverser le capitalisme !



Meeting à Paris

Avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Samedi 7 octobre à 15 heures

À la Maison de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro : Maubert-Mutualité – entrée libre

Fête de l'Humanité : quelles perspectives pour le PCF ?

Le journal *l'Humanité* a annoncé 430 000 entrées sur trois jours à sa fête des 15, 16 et 17 septembre, ce qui représenterait 100 000 entrées de plus que l'année dernière. Le PCF a donc réussi à maintenir une importante affluence à sa traditionnelle manifestation, malgré son déménagement forcé de la banlieue nord à la banlieue sud de Paris, relativement lointaine, à cause des chantiers des Jeux olympiques.

Le PCF parle « d'inventer la France des jours heureux » et demande « à quand le bonheur ? » Mais à l'heure d'une crise qui s'aggrave, quelle politique propose-t-il aux dizaines de milliers de militants et de sympathisants qu'il est ainsi capable de réunir ? Son dirigeant, Fabien Roussel, a cherché à se donner une image radicale. Au début du discours prononcé lors de l'inauguration de la fête, il a annoncé qu'il participerait personnellement à une opération « Robin des Bois » avec des militants de la CGT d'EDF pour faire passer en heures creuses un hôpital, une école ou un HLM. Ajoutant à l'adresse d'on ne

sait qui : « *Et qu'ils viennent tous m'arrêter !* »

Tout le discours était à l'image de cette introduction : après les déclarations pour dénoncer la situation catastrophique de la population on attendrait autre chose que ce type de bravade. Après avoir parlé de l'inflation et des effets sur le niveau de vie des classes populaires, il a dit : « *Ou bien ils agissent, ou nous passons à l'action !* » Sans rien préciser ensuite sur ce qu'il entendait par là. Et de parler ensuite... de la transition écologique nécessitant « *une révolution complète de nos modes de production* », pour promettre que, s'il était pré-



sident, il garantirait que 6 % du PIB serait consacré à cette transition. Les capitalistes du secteur pourraient se frotter les mains... en pensant aux subventions que cela promet.

Finalement, s'adressant à Macron et à Borne, Roussel a déclaré : « *Augmentez les salaires, les retraites et indexez-les sur l'inflation !* » Puis, il a menacé : « *Si le gouvernement n'apportait aucune réponse à cela dans les prochaines semaines, [...] nous appellerions à des mobilisations partout en France devant les stations essence, les grandes surfaces et les préfectures.* »

Ces menaces ressemblent surtout à une mise en scène qui se veut radicale dans la concurrence avec ses alliés de la Nupes, LFI, PS et Verts. Le dirigeant du PCF voulait se poser en solution de rechange de gauche pour 2027, et le débat avec l'ancien Premier ministre de Macron Édouard Philippe était destiné à renforcer cette image. Sur la réforme des retraites, après avoir rendu hommage au prétendu « courage » de Philippe, il a fustigé non pas la violence de cette attaque, qui vole aux travailleurs deux ans de leur vie, mais... le 49.3, qui « *a mis dans la tête des gens que le Parlement*

ne sert à rien ! »

Le PCF, à son origine, se fixait comme perspective d'être l'outil de la classe ouvrière pour renverser la classe capitaliste et prendre le pouvoir. Doit-il aujourd'hui se donner pour tâche de convaincre les travailleurs que leur vie pourra changer en se fiant à la voie électorale et parlementaire ? C'est à cela que conduisent tous les discours de Roussel et son ton qui se veut radical : c'est mener les travailleurs dans l'impasse déjà maintes fois explorée par la gauche de gouvernement.

Pierre Royan

Violences policières : tout un ordre social à détruire

La France insoumise et d'autres organisations de gauche appellent à une manifestation, samedi 23 septembre, contre les violences policières et pour une réforme de la police.

Ces organisations s'appuient sur le sentiment de colère ressenti à juste titre par bien des jeunes et des familles populaires après l'assassinat de Nahel par un policier en juin dernier. Que les exactions policières et le racisme de bien des policiers révoltent ceux qui les subissent et au-delà une fraction de la

jeunesse, est plus que justifié. Dans les banlieues, les jeunes savent qu'ils sont à la merci de contrôles au faciès ou d'injures si ce n'est de coups de la part de policiers qui en général n'ont pas de comptes à rendre sur leurs faits et gestes.

Les travailleurs, quand ils se mobilisent, lors des

manifestations, trouvent face à eux la police, ses matraqueurs et ses tireurs de LBD. Cette violence a été massivement employée contre les gilets jaunes. Dénoncer ces exactions est légitime mais laisser entendre qu'il pourrait exister une « police républicaine » respectueuse des droits des individus est une tromperie. Les violences commises lors de manifestations ou de descentes dans les quartiers populaires ne sont pas le fruit de décisions personnelles des policiers. Pas plus lorsque les CRS vont bousculer et frapper les travailleuses du piquet de grève de Verbaudet ou vont protéger des entreprises contre les travailleurs en colère, que lorsque les militants ou les travailleurs qui protestent sont arrêtés chez eux, comme ceux d'Air France il y a quelques années, ou ceux d'EDF dernièrement.

La police est le bras armé de l'État. Elle est formée à obéir et à agir dans le sens des intérêts de « l'ordre établi » c'est-à-dire de la

défense des intérêts des plus riches et des capitalistes. Et dans une société pourrie d'inégalités, elle est inévitablement gangrenée par le racisme, le mépris social et antipauvre.

La gauche qui aujourd'hui dans l'opposition appelle à une réforme de la police, évite de rappeler que lorsqu'elle était au pouvoir elle n'a jamais tenté de la mettre en œuvre. Au contraire, elle s'est servie de sa police comme chaque gouvernement contre les travailleurs en lutte. Elle a même joué un rôle déterminant dans la mise en place des forces de répression actuelles. Quand, à la sortie de la guerre, de Gaulle fit dissoudre les compagnies mobiles issues du régime de Pétain pour créer les compagnies de CRS, Maurice Thorez, ministre et dirigeant du PCF, a utilisé son influence et son poids pour faire accepter aux militants communistes et aux travailleurs « une seule armée, une seule police » au service du seul État en place,

celui de la bourgeoisie. Et en 1947, quand les grèves ouvrières se multiplièrent, Jules Moch, un ministre socialiste, envoya les CRS contre les mineurs en grève. De même, plus près de nous, Hollande, président socialiste, les envoya matraquer les manifestants opposés à sa loi Travail...

C'est en s'attaquant à l'ordre social qu'on pourra en finir avec ces méthodes de la police. En 1871, la Commune de Paris a vu la plus radicale des réformes de ce corps : sa disparition et son remplacement par le peuple en armes. Jamais alors la ville de Paris n'a connu aussi peu de crimes et de délits. Jamais alors, la population n'a eu si peu à craindre. La seule façon de « réformer » la police, c'est bien de la détruire en détruisant l'État bourgeois et en lui substituant une organisation de la population elle-même, se donnant les moyens de réguler démocratiquement tous les aspects de la vie sociale.

Marion Ajar



Loi "plein-emploi": les seuls parasites sont les patrons

Le projet de loi pour le plein emploi proposé par le gouvernement en juin et adopté par le Sénat en juillet est en débat à l'Assemblée nationale depuis le 18 septembre.

Le cœur du projet consiste à imposer aux deux millions d'allocataires du RSA un contrat d'engagement comportant de 15 à 20 heures de travail hebdomadaire. Ceux qui refuseraient ou n'effectueraient pas les tâches désignées seraient suspendus, voire radiés du RSA. Il existe d'ailleurs déjà une batterie de textes imposant des contreparties au fait de toucher des allocations. Des travailleurs sans emploi sont ainsi contraints de faire des stages ridicules, voire humiliants, d'autres sont envoyés en mission sans rime ni raison pour quelques jours ou quelques heures.

La loi débattue maintenant revient à généraliser la

pression sur les allocataires sans avancer aucun moyen concret pour favoriser ce que ses promoteurs appellent le retour à l'emploi. Par exemple, découvrant que les parents de jeunes enfants, spécialement les mères célibataires, auraient besoin de crèches pour pouvoir occuper un emploi, le projet demande que les communes veuillent bien en ouvrir. Il n'est évidemment pas question que l'État mette un sou dans l'affaire, ni surtout les employeurs. Le reste des mesures est du même tabac: aucune obligation pour le patronat, aucune obligation financière pour l'État, rien d'autre que le bâton au-dessus de la tête des travailleurs avec ou

sans emploi.

Contraindre ou même simplement menacer de contraindre des centaines de milliers de prolétaires à travailler pour rien est aussi un moyen de faire pression sur les salaires de tous. C'est bien un des objectifs de la loi comme de l'ensemble de la politique sociale du gouvernement. Mais, il s'agit aussi et surtout d'avaliser l'idée que les allocataires du RSA, les chômeurs et, de façon générale, tous ceux qui se débattent avec les malheureuses aumônes distribuées par l'État seraient au fond des parasites. Ainsi, les chômeurs fabriqués par la course au profit, la jeunesse des bourgs ravagés par les fermetures d'usine, les travailleurs broyés par l'exploitation, les mères qui se battent pour élever leurs enfants dans leurs quartiers dégradés seraient responsables des déficits publics. Le gouvernement et, derrière lui, la classe dominante voudraient opposer tous ceux-là aux salariés qui ont un emploi plus ou moins régulier, désormais rebaptisés classe moyenne. Ce sont pourtant les mêmes, à différents moments de la vie, dans les mêmes quartiers, les mêmes familles et, en fait, les mêmes difficultés. Ils forment la même classe sociale des travailleurs face à la seule classe véritablement parasite, celle des banquiers et des industriels aidée de tous ses larbins ministériels. On comprend pourquoi ceux-ci éprouvent le besoin irrésistible de la diviser.

Paul Galois



Psychiatrie: livrée aux appétits privés

D'après le service statistique du ministère de la Santé, 5 000 lits d'hospitalisation à temps complet ont disparu dans le secteur public de la psychiatrie entre fin 2008 et fin 2019 (-11%). Depuis, la situation ne cesse d'empirer: rien qu'en juin 2023, des unités de soins psychiatriques ont fermé à Rennes, à Tourcoing, à Allonnes dans la Sarthe...

Les autorités prétendent vouloir privilégier des soins ne conduisant pas à enfermer les patients, mais le nombre de places en hospitalisation à temps partiel dans le public diminue aussi du fait de l'effondrement des capacités d'hospitalisation de nuit.

En revanche, l'activité des cliniques privées à but lucratif a explosé, augmentant de 23,5% à temps complet et quadruplant en hospitalisation à temps partiel. Des groupes capitalistes investissent le secteur psychiatrique, après celui des Ehpad et des crèches, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer sur la prise en charge des patients... du moins de ceux dont les familles ont les moyens de payer les soins, car les autres sont livrés à eux-mêmes.

La croissance de la psychiatrie privée à but lucratif s'est accompagnée d'une forte concentration du secteur, avec un rachat de petites cliniques par de grands groupes dont trois concentrent désormais l'essentiel de l'activité: RamsaySanté, qui revendique plus de trente cliniques et 20% du marché privé, Inicea, filiale du groupe Korian avec un nombre



RLC/RQND FLOHR

équivalent de cliniques, et les plus de cinquante établissements de Clinea, propriété du tristement célèbre groupe Orpea, dont la rapacité dans le secteur des Ehpad avait été dénoncée dans un livre au nom évocateur: *Les Fossoyeurs*.

Cet intérêt croissant des capitalistes pour la psychiatrie ne tombe pas du ciel: d'après le ministère de la Santé, celle-ci constituait en 2019 le secteur le plus profitable de tous ceux investis par les cliniques privées, avec une rentabilité nette qui a augmenté de près de moitié entre 2008 et 2020, passant de 5,4% à 7,8%... Les gouvernements, de droite comme de gauche, qui se sont succédé au cours des quinze dernières années ont tous contribué à cette évolution en réalisant des économies sur tout ce qui peut être utile à la population et en ouvrant au patronat de nouveaux secteurs où il peut rentabiliser ses capitaux.

Sacha Kami

Retraites complémentaires: hold-up en vue

Le gouvernement lorgne sur le magot de l'Agirc-Arrco, le régime de retraite complémentaire du privé, et il envisage ainsi de faire main basse sur un à trois milliards d'euros par an.

Géré paritairement par le patronat et les syndicats, ce régime dégage depuis plusieurs années des excédents, d'une part en raison du retard de la revalorisation du point de retraite complémentaire

par rapport à l'inflation. D'autre part, en 2015, a été instauré un « malus » de 10% qui pénalise pendant trois ans les retraités n'acceptant pas de travailler au moins un an supplémentaire au-delà de

l'âge légal, alors de 62 ans. En décembre dernier, l'Agirc-Arrco avait ainsi accumulé une réserve de 69 milliards, entièrement sur le dos des travailleurs, actifs ou retraités.

Avec le recul de l'âge de la retraite à 64 ans, les caisses du régime complémentaire, d'après ses propres calculs, vont encore se gonfler de

22 milliards supplémentaires en quinze ans: les travailleurs y cotiseront plus longtemps et moins de pensions complémentaires seront versées.

Or, non seulement le malus n'est actuellement pas supprimé et menace de s'appliquer jusqu'à 65 ans mais, sans scrupule, le gouvernement a fait savoir qu'il envisageait de

prélever jusqu'à trois milliards d'euros par an sur ce magot de l'Agirc-Arrco. Le prétexte de financer ainsi la revalorisation des petites pensions est grossier et ne trompe personne.

Le patronat fait mine d'afficher un désaccord. Mais il sait pertinemment être le bénéficiaire final de ce racket supplémentaire.

Christian Bernac

Harcèlement: Attal répond par des mots

La publication d'un courrier de l'administration adressé aux parents de Nicolas, un jeune de 15 ans poussé au suicide par ses harceleurs, a soulevé l'indignation.

L'administration, du proviseur au recteur, incapable de régler la situation, a fini par la retourner en s'en prenant aux parents qui ont été accusés de calomnies envers les équipes enseignantes et l'Éducation nationale.

Un million de jeunes seraient concernés par le harcèlement scolaire. Le dernier programme en date, PHARE, comporte des mesures de prévention et des protocoles d'action. En août, la décision a été annoncée de changer d'établissement les harceleurs, en se passant de l'accord des parents.

Le nouveau ministre de l'Éducation, Attal, a annoncé une enquête administrative pour définir les différentes responsabilités et un audit de quatre semaines sur l'ensemble des établissements. Les recteurs sont sommés de fournir le nombre de signalements de l'an passé et la façon dont ils ont été traités.

Mais que va-t-il en sortir ? Face au problème du harcèlement, il faut une grande volonté des parents, des enseignants pour que l'administration ne se limite pas à quelques rendez-vous avec les protagonistes et prenne la mesure de la gravité des faits et surtout de leurs conséquences

possibles. Les solutions ne sont pas simples à trouver alors que le harcèlement s'exerce dans divers lieux, dans l'établissement scolaire, dans les cités ou sur les réseaux sociaux. Mais à cette difficulté objective s'ajoutent l'augmentation des effectifs dans les classes, la volonté de favoriser des établissements plus grands, le manque d'enseignants et de personnel encadrant les enfants ou les jeunes en dehors de la classe, ainsi que de médecins scolaires, infirmières, assistantes sociales, qui sont parfois même inexistantes.

Une société basée sur les rapports de force, la fonction de tri de l'école sont autant d'éléments contribuant au harcèlement. La mise en concurrence des établissements scolaires favorise le refus de rendre publics les agissements de jeunes envers d'autres afin de préserver une réputation.

Le harcèlement scolaire est un triste signe de la violence de cette société, mais aussi des carences de la politique gouvernementale, à laquelle les coups de com' d'un nouveau ministre ne changeront rien.

Inès Rabah

Rentrée: le pacte ne passe pas



En cette rentrée, le gouvernement a proposé aux enseignants de « travailler plus pour gagner plus » en signant un « pacte » par lequel ils s'engageraient à effectuer des tâches supplémentaires.

Selon une enquête du SNPDEN-Unsa, le principal syndicat des chefs d'établissement de l'enseignement secondaire, aucun pacte n'aurait encore été signé dans 30 % des collèges et lycées.

Le rejet semble massif puisque, dans plus de la moitié des établissements, moins de 10 % des pactes proposés ont été signés. En moyenne, ce pourcentage atteindrait seulement 23 %.

Face à la pénurie d'enseignants, le gouvernement espérait que ce dispositif permettrait de faire assurer du travail supplémentaire

sans embauche. Toutes les annonces faites cette rentrée, comme les remplacements des absences de courte durée des professeurs, l'aide aux devoirs, le soutien en français et en mathématiques pour les élèves de sixième qui devait être assuré par des enseignants de primaire volontaires, reposaient sur le fait que des enseignants signent le pacte. Ils risquent donc de ne jamais voir le jour dans bien des endroits.

Dans le même temps, la promesse de Macron qu'il y aurait un enseignant

devant chaque élève dès la rentrée est loin d'être tenue. Le ministre de l'Éducation, Gabriel Attal, a reconnu qu'il manquerait environ 200 enseignants dans le secondaire et 155 dans le primaire. Mais, selon le syndicat enseignant SNES-FSU, ce serait bien plus, puisqu'il manquerait au moins un enseignant dans 48 % des collèges et lycées sondés.

Dans de nombreux lycées, les classes sont surchargées, souvent au-dessus de 35 élèves. En Seine-Saint-Denis, les classes de baccalauréat professionnel tertiaire (commerce, métiers de l'accueil par exemple) étaient limitées jusqu'à présent à 24 élèves, mais elles sont passées à 30 depuis cette rentrée. Et des centaines de lycéens, surtout ceux qui ont demandé un lycée professionnel, n'ont toujours pas de place et attendent chez eux une affectation.

Depuis la rentrée, des parents d'élèves, des enseignants, des élèves se mobilisent contre des fermetures de classes, occupent des écoles, font grève contre les effectifs trop élevés. Au vu des conditions déplorables de la rentrée, c'est la meilleure réponse à opposer aux mensonges gouvernementaux.

Hélène Comte

Grand Est: la réalité des "lycées 4.0"

La région Grand Est a généralisé en 2020 son dispositif « lycée 4.0 » aux plus de 350 lycées dont elle a la charge. Chaque année, les nouveaux élèves sont dotés d'un ordinateur portable et les établissements d'un budget pour l'achat de manuels dématérialisés.

C'est une aubaine pour les fabricants d'ordinateurs et les éditeurs de contenus. Ainsi, une licence numérique de manuel scolaire s'achète entre 7 et 16 euros par élève alors que son coût de reproduction est quasiment nul. Cette licence n'est valable que pour l'année



scolaire et doit être rachetée même si un élève s'en sert toujours l'année suivante. Le plus gros éditeur, le KNE (du groupe Hachette, propriété de Lagardère puis Bolloré) ne respecte même pas les règles de mise à jour de la région, ce qui provoque des dysfonctionnements toute l'année. Et certaines licences commandées en début d'été ne sont toujours pas livrées à la mi-septembre...

Toutes ces dépenses publiques pour le numérique sont à mettre en parallèle avec l'état des bâtiments des lycées, propriétés de la

région, dont beaucoup ne sont plus aux normes, délabrés voire insalubres. Le retard dans la rénovation est criant. Le personnel technique et d'entretien des lycées, employé de la région, est en nombre insuffisant et pas toujours remplacé lors des départs en retraite ou lors des fusions en « équipe mobile » sur plusieurs établissements.

Ainsi, au lycée Les Lombards de Troyes, il n'y a pas un bâtiment qui ne prenne pas l'eau, y compris le CDI récemment rénové. Les élèves internes se lavent parfois

à l'eau froide tant le réseau d'eau est vétuste. La facture de chauffage explose du fait de l'augmentation des prix de l'énergie et parce que les bâtiments sont des passoires thermiques, gelés en hiver, fournaises en été. Les fenêtres hors d'âge ne peuvent pas toutes s'ouvrir.

En cette rentrée suffoquante, cette vérité matérielle a été rappelée par le personnel mécontent aux responsables régionaux venus parader au lycée pour la distribution des ordinateurs région.

Correspondant LO

Rugby : ballon ovale, profits rondelets

La dixième édition de la Coupe du monde de rugby à XV a démarré vendredi 8 septembre. Macron, qui a pris la parole lors de la cérémonie d'ouverture, espère en tirer des bénéfices politiques au nom de l'union sacrée derrière le coq gaulois. Le public du stade de France lui a répondu par une bronca.

Pour d'autres, c'est une belle occasion d'engranger des profits. Depuis la professionnalisation du rugby en 1995, l'argent coule à flots. La Coupe du monde en 2019 a ainsi rapporté 4 milliards d'euros, quand celle de 1995 n'avait ramené que 40 millions. Aujourd'hui, Capgemini, Société générale ou encore TotalEnergies font partie des partenaires de l'événement et obtiennent de World Rugby, organisateur de l'événement, l'accès aux marchés.

Les droits télévisés sont une autre manne qui attire diffuseurs et publicitaires : à 300 000 euros le spot de 30 secondes, il y a de quoi les

faire saliver ! Lors de l'édition de 2007, déjà organisée en France, les matchs du XV de France avaient eu jusqu'à 18 millions de téléspectateurs, autant que des matchs de football. TF1 a récupéré de nouveau les droits pour l'édition de 2023, pour une somme estimée à 40 millions d'euros, et en a revendu une partie à FranceTV et M6, ainsi qu'à des organismes publics qui ont assuré des retransmissions gratuites.

De leur côté, les lobbys vicolos ont pesé de tout leur poids pour que le ministère de la Santé annule deux campagnes de prévention sur le thème « Alcool et rugby ». Le

groupe Heineken était d'ailleurs jusqu'à cette année l'un des sponsors majeurs de ce sport, au point d'avoir imposé son nom à une prestigieuse compétition européenne, la « H Cup ». Sans surprise, entre les profits des producteurs et des vendeurs d'alcool et la santé des supporters, le gouvernement a rapidement choisi.

Les liens entre patrons, affairistes et clubs professionnels ont déjà été à la source de plusieurs scandales. Le plus retentissant a touché l'ex-secrétaire d'État aux Sports, Bernard Laporte, devenu ensuite président de la Fédération française de rugby et Mohamed Altrad, patron milliardaire du BTP et président du club de Montpellier. Tous deux ont été condamnés l'an passé à de la prison avec sursis pour corruption, trafic d'influence et abus de biens



CE NEWS

sociaux.

Le bon déroulé de la Coupe du monde dans les villes qui servent de camps de base à des équipes va être assuré par 3 500 bénévoles. Pour World Rugby, leur passion permettra surtout d'économiser !

Quant aux joueurs, ils sont les premières victimes de la course aux profits. Les témoignages d'actifs et de retraités se multiplient : commotions cérébrales et traumatismes sont devenus communs. Le développement de la musculation et le contrôle de l'alimentation des joueurs ont contribué à durcir les chocs, et le nombre moyen de blessés a doublé en quelques années. Les mesures mises en place, tardivement et sous la pression des rugbymen, ont été détournées à leur

détriment. Par exemple, l'augmentation du nombre de remplaçants via les « protocoles commotion » – qui imposent la sortie d'un joueur et son examen par un médecin – a en fait augmenté l'intensité physique des rencontres.

On compte également des décès. En 2023, d'anciens joueurs ont intenté une action en justice contre plusieurs instances. Sur la dernière décennie, ils estiment à 400 le nombre de joueurs morts « de façon prématurée » à cause de dommages cérébraux faisant suite à des matchs. On est loin des « valeurs » du rugby vantées par beaucoup : la seule valeur pour les capitalistes qui tournent autour de ce sport est celle de leur tiroir-caisse.

Armand Vinta

Électricité : nouvelle hausse annoncée

Au cours d'une conférence de presse, la présidente de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a déclaré que le tarif réglementé de l'électricité pourrait encore augmenter de 10 % à 20 % en février 2024.

Cette prise de position a contredit la communication gouvernementale sur le prétendu ralentissement de l'inflation et a immédiatement provoqué un tir de barrage. Après un premier rectificatif de la Commission de régulation de l'énergie, Bruno Le Maire est monté au créneau en excluant

toute augmentation en 2024. La ministre de la Transition énergétique, Pannier-Runacher, a quant à elle admis qu'il y aurait peut-être une hausse en février, tout en promettant que celle-ci ne dépasserait pas 10 %.

Le tarif réglementé a déjà augmenté de 10 % le 1^{er} août. D'après l'Insee, en un an,

le prix de l'électricité s'est accru de 18 % et en deux ans de 29 %. Cette flambée entraîne de nombreux sacrifices pour les familles populaires, 23 millions de familles dépendant du tarif réglementé. Celui-ci s'applique également à 1,5 million de petites entreprises : comme en avaient déjà témoigné des boulangers l'hiver dernier, cette nouvelle hausse prendrait en étau des centaines de milliers d'artisans, coincés entre la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs et l'explosion du coût de l'énergie.

Aujourd'hui, les prix de gros du marché de l'électricité (prix « spot ») sont pourtant comparables à ceux de l'été 2021, et trois à quatre fois plus faibles qu'il y a un an. Derrière ce projet de hausse, il n'y a donc rien d'autre que la volonté de dégager des fonds afin de permettre à des capitalistes de continuer à s'enrichir, et aux distributeurs privés d'électricité de faire grimper leurs marges.

Sacha Kami



Nos lecteurs écrivent La pénurie d'eau à Mayotte

Face à l'incurie de l'État français, on en est réduit à scruter le ciel et à espérer que la pluie tombe.

La production d'eau est déficitaire depuis 2020 et plus encore aujourd'hui. Les conséquences pourraient être dramatiques à court terme : blocage de l'activité économique, accentuation de la xénophobie et du racisme, risques épidémiques et insécurité alimentaire, etc. Mais aussi, à moyen terme, les mesures d'urgence vont dégrader l'état écologique et chimique des cours d'eau.

L'État a une responsabilité accablante. Au lieu de construire les infrastructures nécessaires, l'empilement des mesures et des actions permet de faire croire qu'il agit en faveur des habitants alors que le gouvernement ne cesse de priver le territoire des droits et infrastructures les plus élémentaires. Aujourd'hui encore les dépenses publiques par habitant sont les plus basses de tous les départements. Et les ministres

osent fanfaronner sur les pitoyables et tardives actions mises en œuvre, comme Darmanin déclarant le 9 septembre : « *L'État est là pour les Mahorais* », alors que nous en sommes à 48 heures de coupures pour 24 heures d'accès à l'eau... non potable, la population étant sommée de la faire bouillir avant toute consommation. Quel mépris !

Plus encore, ils nous privent du droit à l'information sur l'état des ressources en eau. Enfin, à ces restrictions drastiques s'ajoutent des dysfonctionnements. Le planning des coupures n'est pas toujours respecté et certains quartiers n'ont déjà plus d'eau depuis plusieurs jours, ce qui permet de mesurer dès à présent les errements de l'approvisionnement par citernes, insuffisant et aléatoire.

Cependant, cette pénurie d'eau dans les robinets sera indolore pour une partie de la population : 30 % des habitants de Mayotte ne sont pas raccordés au réseau d'eau !

Un habitant de Mayotte



Libye : tempête naturelle, catastrophe criminelle

La tempête Daniel a provoqué une tragédie en atteignant les côtes du nord-est de la Libye samedi 10 septembre. Deux barrages qui protégeaient la ville côtière de Derna ont été emportés, provoquant un tsunami d'eau et de boue. Le bilan humain ne peut toutefois pas être considéré comme la conséquence fatale d'une calamité naturelle, aussi violente soit-elle.

Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires estimait samedi 16 septembre à 11 300 le nombre de morts à Derna, et le nombre de disparus à 10 000. Quelque 30 000 personnes ont fui les rues dévastées et des épidémies sont désormais redoutées en raison de l'eau souillée. En fait, le bilan réel ne sera probablement jamais connu car personne ne se préoccupe de recenser la population en Libye.

La violence de la tempête Daniel, qui avait d'abord balayé le sud des Balkans en provoquant des inondations et des dizaines de morts, est sans doute une conséquence

du réchauffement climatique. De tels épisodes sont annoncés comme plus violents et destructeurs par les météorologues, qui n'ont pas été pris de court. Mais rien n'est organisé pour protéger les populations ou même seulement les avertir, en particulier dans les pays pauvres. Pire encore, à Derna, ville de 100 000 habitants avant la catastrophe, les deux barrages, lézardés depuis 1998, n'étaient plus entretenus malgré 2 milliards de dollars de fonds attribués en 2012-2013. En 2022, un ingénieur et universitaire avait alerté sur leur rupture possible, en vain.

Comme au Maroc frap-



pé par un séisme dans les mêmes jours, l'incurie, la corruption et la misère expliquent l'ampleur du désastre. Mais ces tares ont été aggravées depuis 2011 après que, sous mandat de l'ONU et sous commandement de l'OTAN, une coalition occidentale a bombardé la Libye pour contribuer à la chute du dictateur Kadhafi dans

le contexte des Printemps arabe. En fait de démocratie que prétendaient apporter la France et la Grande-Bretagne grâce à leur puissance de feu, le pays et l'appareil d'État se sont morcelés et les populations ont été livrées à la guerre et à la dictature des milices. Aujourd'hui deux gouvernements se disputent le contrôle du pays, ce qui n'empêche pas les groupes armés et les gangs de continuer à prospérer. Aucune autorité ne se préoccupe plus de l'état des édifices publics et les subsides venus de l'Union européenne ne servent qu'à transformer les bandes armées officielles ou officieuses en mercenaires et en geôliers contre les migrants candidats à la traversée de la Méditerranée.

Depuis 2011, les puissances impérialistes ont continué de s'impliquer en Libye, comme s'y sont impliquées la Turquie et toutes les puissances régionales du monde arabe, pour appuyer un clan contre l'autre et espérer en tirer bénéfice quand l'exploitation du

pétrole pourra reprendre à plein rendement.

À ce titre, le gouvernement français, si fier d'avoir envoyé 21 tonnes de matériel médical et un hôpital de campagne par cargo militaire, fait preuve d'un cynisme à toute épreuve car il est de notoriété publique que, tout en reconnaissant le gouvernement de Tripoli, il soutient en sous-main son rival, dirigé par le maréchal Haftar – homme fort de la région frappée par les inondations – et participe à l'état de guerre civile chronique du pays. Macron marche dans les pas de Sarkozy qui, en 2011, avait été partisan d'une intervention militaire pour le compte de l'impérialisme français.

Les grands rapaces et les vautours qui se sont abattus sur la Libye depuis 2011 et ont contribué au chaos général expédient désormais leur petit bataillon humanitaire dans la zone sinistrée. Mais ils sont largement responsables du drame qui afflige la population libyenne.

Boris Savin

France-Afrique : bassesse colonialiste

Le 13 septembre, dans une note des directions générales des affaires culturelles (DRAC) envoyée aux établissements culturels subventionnés, le ministère des Affaires étrangères annonçait avoir décidé une suspension « jusqu'à nouvel ordre de toute coopération avec le Mali, le Niger et le Burkina Faso ».



Sit-in à Dakar contre la fermeture de lieux culturels.

Devant le tollé suscité, la ministre de la Culture, Rima Abdul-Malak, a déclaré qu'il n'y avait aucun boycott des artistes de ces pays et qu'il y avait eu une mauvaise interprétation. En réalité, il ne s'agissait pas d'une erreur, mais bien d'une politique de l'ancienne puissance coloniale pour faire pression sur des régimes qui s'opposent à elle. Dans ces pays du Sahel, des militaires ont renversé des dictateurs soutenus par la France. Même s'ils ne valent pas mieux que ceux qu'ils ont remplacés,

l'impérialisme français n'accepte pas qu'on aille contre sa volonté. Les visas sont ainsi utilisés, entre autres, comme moyen de pression... qui punit la population! Fin août, des étudiants maliens, burkinabés et nigériens ont reçu un mail leur apprenant qu'ils ne pourraient pas poursuivre leurs études en France, car leurs bourses d'études étaient suspendues, là aussi à cause de la « crise diplomatique » en cours.

Les mesures contre les artistes comme celles visant les étudiants ont soulevé une

indignation légitime. Elles viennent s'ajouter aux sanctions économiques imposées par la Cedeao, l'organisation des États d'Afrique de l'Ouest, derrière laquelle la France et les États-Unis sont à la manœuvre.

La fermeture des frontières et la suspension de nombreuses opérations financières frappent de plein fouet les populations de pays déjà appauvris par le pillage et la corruption. Ces mesures ont déjà entraîné une inflation galopante, et une aggravation de l'insécurité alimentaire. Selon l'Unicef, près de cinq millions d'enfants de moins de cinq ans seraient menacés de « malnutrition aiguë », autrement dit, de famine. Voilà qui rend particulièrement indécent le bruit fait autour de l'ambassadeur de France au Niger, présenté comme « pris en otage » par la junte et obligé de manger des rations militaires.

L'État français est un expert en coups d'État militaires, lui qui en a monté de toutes sortes pour protéger ses intérêts en Afrique. Mais ceux du Mali, du Burkina Faso et du Niger étant dirigés explicitement contre l'influence française, il entend en faire payer le prix fort aux populations.

Camille Paglieri

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 234 (septembre-octobre 2023):

- Niger : l'engrenage de la guerre ?
- Violences policières, violences urbaines : symptômes d'une société injuste
- La guerre de Poutine en Ukraine et contre son propre peuple
- L'impérialisme français et sa politique indopacifique
- Mexique : la prochaine « transformation » sera l'œuvre des travailleurs
- Les frères Bonneff, reporters de la cause ouvrière

Prix : 2,50 euros-Envoi contre cinq timbres

Mali: la terreur djihadiste, héritage de la présence française

Trois jours de deuil national ont été décrétés au Mali à compter de vendredi 8 septembre. Cette mesure faisait suite à la série d'attaques perpétrées la veille par des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda, faisant au moins 64 victimes.

Toute une partie de la population malienne vit, aujourd'hui comme hier, sous la menace de ces groupes armés. Cette situation est encore aggravée dans le nord du pays par la reprise de la guerre entre les groupes indépendantistes touareg et l'armée. Tombouctou subit depuis plus d'un mois le blocus des djihadistes. Les camions de marchandises et de carburant venant des autres localités maliennes, de Mauritanie et d'Algérie sont bloqués, parfois incendiés, et les prix augmentent de façon dramatique. Des milliers d'habitants ont dû s'enfuir de la ville, régulièrement visée par des tirs d'obus.

Jeudi 7 septembre, c'est un navire de la Compagnie malienne de navigation (Comanav) sur le fleuve Niger qui a été visé par des tirs de roquettes, alors que ce transport de passagers, et de marchandises, est un des seuls moyens

de communication entre les localités du bord du fleuve. Des dizaines de passagers sont morts dans les flammes ou se sont noyés. Dix jours après, les autorités n'avaient toujours pas été capables d'évacuer sous escorte par la route les rescapés, au nombre de plus d'une centaine. Le même jour, une base de l'armée malienne à Bamba était elle aussi prise pour cible.

Ces drames montrent combien la situation a peu changé pour la population depuis les coups d'État de 2020 et 2021. Les militaires désormais au pouvoir se sont contentés de remplacer les troupes françaises par les mercenaires russes de Wagner, mais n'ont pas montré plus d'intérêt pour les besoins de la population que les régimes précédents. Aujourd'hui les djihadistes contrôlent une grande partie du territoire, les villages isolés et abandonnés, et en sont

donc à assiéger des villes importantes. Ils trouvent des soutiens en exploitant le sentiment d'injustice d'une partie de la population qui se sent complètement abandonnée. Ils recrutent des soldats parmi les jeunes « sortis de la brousse » auxquels la possession d'une arme donne l'espoir illusoire de ne pas être condamnés à la misère. Ils s'appuient sur le ressentiment et la soif de revanche de toutes les communautés discriminées, d'autant plus facilement que la junte a continué la politique des gouvernements précédents dénonçant les Peuls et les Touareg comme des djihadistes en puissance.

L'armée malienne, de son côté, continue à perpétrer des exactions qui valent celles des groupes djihadistes, suscitant elle aussi une haine vivace. Dans les zones tenues par les djihadistes, celles et ceux qui refusent de se plier à leur loi, les femmes qui n'acceptent pas de se voiler, les instituteurs ou simplement les civils qui transgressent les consignes de blocus encourent des représailles sauvages.



Touaregs au Mali.

Cette situation, cette misère, ces oppositions ethniques ne sont pas nouvelles. L'impérialisme français, pendant des décennies, a laissé végéter la plus grande partie de ses anciennes possessions coloniales dans le dénuement le plus total, sous la coupe de gouvernements brutaux et corrompus. Les djihadistes n'ont eu qu'à exploiter cette situation quand, à partir de 2012, ils ont déferlé sur le Sahel à partir de la Libye, elle-même déstabilisée par l'intervention militaire des grandes puissances.

On pourrait en dire autant de la guerre qui se rallume entre les groupes armés indépendantistes touareg et l'armée malienne. En 2015 l'armée française avait concédé à ces groupes, à l'occasion des accords d'Alger, le nord du Mali et notamment la région de Kidal. Elle entendait alors se servir d'eux contre

les djihadistes, et pour protéger la frontière du Niger derrière laquelle se trouvaient les installations d'Areva, et avait imposé cette situation au gouvernement malien. Mais aujourd'hui les troupes françaises sont parties, celles de l'ONU quittent leurs bases dans la région, et l'armée malienne prétend les réoccuper. La déclaration de guerre de la Coordination des mouvements de l'Azawad (touarègue) à la junte malienne en est la conséquence. Là encore, les combines du gouvernement et de l'armée française retombent sur la population de la région.

Les troupes françaises ont dû quitter le Mali, remplacées par une autre bande d'hommes armés, mais les conséquences de la domination impérialiste continuent de peser lourdement sur la population.

Daniel Mescla

Gomme arabique: un exemple de pillage

Le groupe Nexira, une PME de 250 salariés dont le siège est à Rouen, produit, sous forme de poudre, l'additif alimentaire désigné par le code E414. Il l'exporte vers 80 pays et réalise un bénéfice de 14 millions d'euros.

Le 6 septembre, le journal télévisé de France 2 montrait l'usine de Serqueux, en Seine-Maritime, et remontait jusqu'à l'origine de la matière première, la sève d'acacia plus connue comme gomme arabique. Certaines propriétés de cette sève sont connues depuis l'Égypte antique, et l'agro-alimentaire moderne, comme la cosmétique et la peinture, l'utilisent en quantité industrielle comme émulsifiant ou épaississant. On la trouve aujourd'hui dans les boissons gazeuses, les chewing-gums, les confiseries, les médicaments, etc. Le groupe Nexira, et son voisin normand, le groupe Alland et Robert, qui détient deux usines près de Gaillon, se partagent 65% d'un marché mondial de quelque 100 000 tonnes annuelles de gomme

arabique. Ce volume a triplé ces trente dernières années et les deux firmes ont investi les créneaux porteurs des

compléments alimentaires et du bio.

L'envers du décor, c'est qu'un million de travailleurs au Soudan font sept ou huit récoltes annuelles de sève, sous des températures de 40° C, tandis que les femmes, assises par terre, trient à main nue les billes ou boules

de sève et en enlèvent les déchets... pour 65 euros par mois. Deux tiers de la production de la sève d'acacia sont réalisés au Soudan, même si ces derniers mois les exportations sont perturbées par la guerre. Le Tchad, où un demi-million de familles en vivaient, est également un

gros producteur, ainsi que d'autres pays du Sahel. La gomme est vendue 0,80 euro le kilo aux firmes françaises.

Le pillage de cette matière première est ancien. Dès 1786, la Compagnie coloniale privée dite de Rouen, qui commerçait avec les côtes de l'actuel Sénégal, changea son nom en Compagnie de la traite de la gomme, des noirs, de l'or et de la cire à la faveur du monopole royal octroyé sur ces marchandises. À l'époque, les négociants et armateurs du Havre qui décrochèrent ce monopole vendaient la sève d'acacia à l'industrie textile pour fixer les couleurs. Et les deux entreprises normandes actuelles, exerçant elles aussi un quasi-monopole, font toutes deux remonter leur origine à 1885, période de conquêtes coloniales frénétiques.

D'hier à aujourd'hui, de Normandie et d'ailleurs, le pillage impérialiste se poursuit.

M.B.



Récolte de sève d'acacia au Soudan.

VERONIQUE DE VIGUERIE

Union européenne et Ukraine : du blé et de la démagogie

L'Union européenne (UE) vient de décider de lever les restrictions qu'elle imposait aux exportations agricoles ukrainiennes. Une mesure qu'ont aussitôt refusé d'appliquer la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie.

Au printemps dernier, ces pays, ainsi que la Bulgarie et la Roumanie, avaient obtenu de l'UE qu'elle ne laisse plus l'Ukraine exporter sa production céréalière par voie terrestre, alors que la Russie bloquait ses ports de la mer Noire. En effet, selon les gouvernants est-européens, l'arrivée des

céréales ukrainiennes avait des conséquences désastreuses sur leur agriculture et leurs agriculteurs.

En autorisant le transit du blé ukrainien, l'UE disait éviter à l'Ukraine d'être étranglée par le blocus russe. Il s'agissait aussi, ajoutait la propagande, d'éviter la famine aux

populations d'Afrique et d'Asie qui dépendent des importations de blé ukrainien. Comme si cela avait jamais été un souci des États impérialistes, dont toute la politique concourt au contraire à affamer une bonne partie de l'humanité!

Sans surprise, l'Afrique et l'Asie n'ont donc guère vu la couleur du blé ukrainien. En revanche, il a inondé l'Europe centrale et balkanique. En effet, en raison des salaires dérisoires des ouvriers agricoles en

Ukraine, ce blé affichait un prix si bas que, les productions hongroises, slovaques ou bulgares ne trouvant plus preneur, les paysans locaux risquaient de se retrouver sur la paille.

Au printemps dernier, un arrangement temporaire avait été trouvé entre l'UE, ces pays d'Europe de l'Est et l'Ukraine. Cela gagnait du temps, mais sans rien changer sur le fond. Car, pour les États qui dominent l'UE, l'Allemagne et la France, il ne pouvait être question de léser les intérêts de ceux qui détiennent une grande partie des terres si fertiles d'Ukraine, les fameuses terres noires. Concrètement, il s'agit d'oligarques protégés par le régime de Zelensky, ainsi que de sociétés agro-alimentaires et financières américaines ou ouest-européennes. Certaines de ces dernières ont d'ailleurs profité de la guerre, car les prêts et livraisons d'armes à Kiev comportaient parfois des clauses non publiques leur offrant une priorité pour louer ou acheter de vastes exploitations dans le pays.

L'UE invoque le marché unique pour condamner

l'attitude de Varsovie, Budapest et Bratislava. Cela fait partie du fonctionnement de cette Union à 27 où ce sont les plus forts, l'Allemagne et la France, qui choisissent la musique. Mais cela n'évite pas toujours les couacs dans l'orchestre. D'autant moins que, en Pologne et en Hongrie, des élections vont avoir lieu sous peu. Dans les deux cas, la droite nationaliste au pouvoir entend se présenter en championne des intérêts de « ses » petits paysans, de « son » pays face à l'étranger.

Bien sûr, cela fait que le gouvernement polonais, qui se veut le meilleur soutien de l'Ukraine dans la guerre et dans sa volonté d'intégrer l'OTAN et l'UE, se montre aussi intraitable face aux importations ukrainiennes. Si contradictions il y a, ce sont celles que comporte toute démagogie nationaliste.

La situation au sein de l'Union européenne, exacerbée par la guerre et la crise mondiale, montre au grand jour ses contradictions. Chaque État défend d'abord, y compris donc contre tous les autres, les intérêts de sa propre bourgeoisie.

Pierre Laffitte

Combien de morts au mètre carré ?

Le 15 septembre, l'état-major ukrainien a annoncé avoir repris aux Russes deux kilomètres carrés. C'est peu, surtout quand l'armée russe annonce, de façon tout aussi invérifiable, progresser dans un autre secteur du front.

Zelensky et ses généraux doivent afficher même de tout petits succès, pour justifier auprès de leurs parrains occidentaux qu'ils leur demandent toujours

plus d'armes. Zelensky vient encore de le faire en retrouvant Biden aux États-Unis.

Le même jour, on pouvait apprendre ce que coûte en vies humaines le moindre gain de terrain, tel que le rapportait un responsable dans un journal ukrainien, *Les Nouvelles de Poltava*. S'exprimant au conseil municipal de cette grande ville du centre-est de l'Ukraine, Vitali Berejnoï, chef par intérim du

recrutement militaire local, a déclaré que, « sur 100 soldats mobilisés il y a un an, il en reste 10 à 20 à l'effectif; les autres, ce sont des morts, des blessés et des réformés ».

Il n'a pas fait le détail des 80 à 90 % de soldats disparus de l'effectif en un an, mais même cela suffit à faire comprendre pourquoi les autorités traitent d'habitude de telles informations comme des secrets militaires.

P.L.

Pollution au plomb : les pays les plus pauvres les plus touchés

Une étude, pilotée par la Banque mondiale et publiée le 12 septembre, estime à plus de 5 millions de morts par an les conséquences de la pollution au plomb, notamment par l'augmentation des maladies cardio-vasculaires.

C'est beaucoup plus que les précédentes estimations et les risques cardio-vasculaires de cette pollution s'ajoutent à ceux déjà connus pour le système nerveux et le développement du cerveau, en particulier des enfants.

L'addition de plomb dans l'essence à partir des années 1920 a été la cause d'une pollution massive sur toute la planète. S'il a fallu attendre l'an 2000 pour que le plomb soit interdit dans l'essence en Europe, son usage dans certains pays pauvres a duré vingt ans de plus.

Aujourd'hui, l'exposition au plomb découle de son

usage pour les canalisations ou les peintures, encore autorisé dans de nombreux pays, de son exploitation minière et industrielle, et pour une part significative du recyclage des batteries. En effet, 80 % du plomb utilisé dans le monde l'est pour les batteries, notamment automobiles. En fin de vie, si elles ne sont pas abandonnées dans la nature, les batteries sont recyclées pour récupérer le plomb.

Dans de nombreux pays pauvres, il est cependant plus avantageux d'employer des procédés artisanaux plutôt que de développer des filières industrielles.



Un garçon fait brûler des déchets pour tenter de récolter des morceaux de métal à Dacca au Bangladesh.

Les acides sont déversés au sol, le plomb lui-même est fondu dans des foyers ouverts. Les ouvriers et leurs familles sont les premières victimes de la pollution

catastrophique de l'air, des sols et de l'eau qui en résulte. Mais le plomb récupéré retrouve ensuite le circuit industriel: l'essentiel est sauf!

Les scandales sanitaires

et écologiques se succèdent et, si les travailleurs des pays pauvres sont en première ligne, les populations en font les frais partout.

Lucas Pizet

Irlande : 1913, la grève des travailleurs de Dublin

À Dublin, le 26 août 1913, « les trams s'arrêtèrent subitement. Conducteurs et receveurs les abandonnèrent sur place, là où ils se trouvaient, à l'heure fixée pour le début de la grève », relate l'écrivain Sean O'Casey. Cette grève s'étendit courant septembre à l'ensemble des branches industrielles, en réponse à un patronat de combat. Et jusqu'à fin janvier, « ils firent grève avec courage, marchant résolument au-devant de la faim, de la souffrance et de l'hostilité, pour simplement répondre à l'espoir qui brûlait en eux ».

En 1913, l'Irlande était toujours sous domination britannique. L'année précédente, les nationalistes avaient obtenu par le Home Rule la promesse d'un Parlement irlandais, mais l'appareil d'État restait anglais, du gouverneur à la police, à l'armée et à la justice. La plupart des grandes entreprises étaient cependant passées dans les mains de capitalistes irlandais. Tout en affichant leur nationalisme, les industriels n'avaient aucun scrupule à faire appel aux forces de répression britanniques dès que les travailleurs relevaient la tête.

Parallèlement, la classe ouvrière s'était développée et n'acceptait plus de subir passivement la misère et l'exploitation féroce.

Misère ouvrière

Les ouvriers vivaient dans des conditions sordides. Ils logeaient dans des immeubles de rapport, véritables taudis sans hygiène où s'entassaient souvent

plusieurs familles. La tuberculose y faisait des ravages et le taux de mortalité infantile était le plus élevé des capitales industrielles. La sous-alimentation était leur lot quotidien.

Les emplois, horaires et salaires de la plupart des travailleurs n'étaient pas fixes. Étant majoritairement non qualifiés, ils étaient en compétition pour se faire embaucher, acceptant de ce fait des salaires de misère. À cela s'ajoutaient les retenues sous n'importe quel prétexte.

Les ouvriers irlandais étaient peu organisés. Il y avait certes des luttes partielles ou individuelles, mais les syndicats de métier, très conservateurs, tournaient le dos aux travailleurs non qualifiés. Mais, en même temps que « le prolétariat s'éveillait à la conscience de classe », pour citer Lénine, « il avait trouvé un chef de talent en la personne du camarade Larkin, secrétaire du syndicat des travailleurs des transports ».



« Bloody Sunday », le dimanche sanglant, 31 août 1913.

« Big Jim » Larkin

Docker à Liverpool, Jim Larkin avait été envoyé par le syndicat britannique National Union of Dock Labourers (NUDL) à Belfast en janvier 1907 pour y créer une section. Il réussit à syndiquer la majorité des dockers et, face aux employeurs qui refusaient une hausse des salaires, mit en grève des travailleurs de plusieurs catégories.

Dans les villes industrielles où il intervint ensuite, Cork, Limerick, Waterford, etc., et enfin Dublin, chaque meeting rassemblait une masse croissante de travailleurs, qui adhéraient à la création d'un syndicat unique regroupant les ouvriers qualifiés et non qualifiés.

Après une grève des dockers en 1908 à Cork, il fut exclu de la direction de la NUDL et créa ensuite son propre syndicat, l'ITGWU (Irish Transport and General Workers Union), que rejoignit le socialiste

révolutionnaire James Connolly : « Une seule pièce : deux chaises, une table, deux bouteilles vides et une chandelle », tel fut le début d'un outil de combat qu'allèrent rejoindre des milliers de travailleurs enthousiastes.

Le bras de fer entre patrons et ouvriers

Pour les patrons, il n'était pas question que les ouvriers puissent rejoindre l'ITGWU. Le principal capitaliste d'Irlande, William Martin Murphy, propriétaire des tramways de Dublin, d'immenses entrepôts, de trois quotidiens, d'un hôtel de luxe, etc., parvint à convaincre 400 d'entre eux de ne pas embaucher les adhérents du syndicat. Ceux-ci étaient renvoyés et inscrits sur une liste noire s'ils refusaient de signer l'engagement de le quitter. Fin septembre, 20 000 travailleurs dublinois avaient ainsi perdu leur emploi.

La réponse à cette provocation fut la grève qui se généralisa.

Le dimanche 31 août, la police chargea la foule venue écouter Larkin, tuant trois personnes et en blessant 300. Ce fut le premier des « Bloody Sundays » – les dimanches sanglants – que connut l'Irlande. Dans un contexte de quasi-guerre civile, pour faire face à la violence des milices nationalistes au sud et unionistes au nord, Connolly créa alors l'Irish Citizen Army, l'Armée citoyenne d'Irlande, dans laquelle Lénine vit la première armée communiste d'Europe.

Les employeurs tablaient sur la misère extrême des grévistes pour les faire céder. C'était sans compter avec leur détermination,

renforcée par l'activité militante de Larkin. Ils firent appel à la solidarité des travailleurs irlandais et britanniques, d'abord pour fournir une aide alimentaire aux grévistes au bord de la famine, mais aussi en les appelant à des grèves de solidarité. Le Trade Union Congress (TUC), fédération réformatrice implantée parmi les travailleurs qualifiés britanniques, envoya bien de l'argent, mais il laissa tomber les grévistes en refusant d'appeler à élargir leur mouvement.



Jim Larkin.

Le projet d'envoyer les enfants dans des familles anglaises prêtes à les accueillir fut, lui, stoppé par l'Église catholique, rangée sans équivoque dans le camp patronal.

La grève prit fin en janvier 1914, les travailleurs dublinois étant restés isolés sans le soutien du TUC. Mais ce ne fut pas une défaite, loin de là. Lénine conclut ainsi un article qu'il leur consacra : « Murphy menaçait d'anéantir les syndicats irlandais. Il n'a anéanti que les derniers vestiges de l'influence de la bourgeoisie irlandaise nationaliste sur le prolétariat de l'Irlande. »

Marianne Lamiral



Des familles de grévistes attendent sur le quai la nourriture envoyée en solidarité depuis l'Angleterre.

Pollution : l'attentat quotidien contre la planète

Chaque jour, une inondation catastrophique, un incendie terrifiant ou une sécheresse meurtrière montrent la réalité et les menaces du changement climatique.

Chaque jour, un président ou un autre, le Pape ou le secrétaire de l'ONU, des organismes savants et des associations de bonne volonté démontrent la responsabilité des énergies fossiles et la nécessité d'en sortir.

Pourtant, comme le dit Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, dans la vie réelle, tout continue. Ainsi son groupe a annoncé le 14 septembre la découverte et la mise en exploitation prochaine d'un champ

pétrolier au large du Suriname, pays situé au nord de la forêt amazonienne. Le pétrole exploité à 150 km des côtes, par 100 à 1 000 mètres de fond, sera raffiné sur place dans une usine flottante capable de produire 200 000 barils par jour. Total et le gouvernement du Suriname, complètement acquis à sa cause, promettent une manne aux 600 000 habitants de cette ancienne colonie hollandaise. Pourtant, au Suriname même, la présence de deux géants,

le canadien Iamgold et l'américain Newmont qui exploitent deux immenses mines d'or, n'empêche ni la misère ni la banqueroute de l'État. La rente pétrolière ira évidemment essentiellement aux actionnaires de Total. Quant à savoir si ces 200 000 barils de pétrole seront nécessaires, c'est le marché qui en décidera...

À l'autre bout du monde, le même jour, une autre firme pétrolière, russe celle-là, annonçait fièrement avoir fait passer pour la première fois un pétrolier par la route du Nord. 156 000 tonnes de pétrole ont donc voyagé de Mourmansk, tout au nord

de l'Europe, à Ningbo, en mer de Chine orientale, en passant par les glaces. Le réchauffement climatique fait fondre la banquise de l'Arctique, permettant ainsi aux pétroliers de passer et de contribuer encore plus au réchauffement. Si l'intérêt économique et stratégique des deux puissances, Russie et Chine, est évident, le risque d'accident et de catastrophe écologique ne l'est pas moins. Mais que leur importe ?

Ce même jour encore, la presse annonçait que les États-Unis étaient devenus le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié

(GNL), issu de leurs exploitations de gaz de schiste, c'est-à-dire du ravage de régions entières. L'augmentation rapide de la production de GNL par les États-Unis est une conséquence, prévisible et prévue par les capitalistes américains, de la guerre en Ukraine et de l'embargo partiel sur le gaz russe.

Laissée aux mains des grands groupes industriels et des États qui les soutiennent, la planète vit une catastrophe dont les discours hypocrites des dirigeants ne cachent même pas l'évidence.

Paul Galois

Canons à vendre : l'avenir qu'on nous prépare

Le Salon international du matériel de défense et de sécurité s'est achevé à Londres le 15 septembre. Réputé être le plus important rendez-vous mondial des marchands de mort, il aurait donné entière satisfaction à ses organisateurs, à ses 1 500 exposants et à ses dizaines de milliers de visiteurs.

Ils ont en effet de quoi se réjouir. Le cumul des budgets militaires connus sur la planète, en hausse continue depuis huit années, atteint

désormais 2 240 milliards de dollars. Accélérée, mais pas initiée par la guerre en Ukraine, cette hausse reflète les tensions croissantes, la

multiplication des foyers de guerre, l'évolution manifeste vers un conflit généralisé. La réalité de l'impérialisme et de la domination des États-Unis se lit dans les chiffres. Ceux-ci dépensent à eux seuls 40 % de ce budget global, suivis de très loin par leurs alliés occidentaux, tous à moins de 3 %, petites corvettes entourant le navire amiral. L'ennemi désigné, la Chine, dépense 13 % du total.

Le commerce d'armement entre pays ne représente que, si l'on peut dire, 100 milliards de dollars et, à ce sinistre jeu, la France de Dassault, Thales, Safran, Airbus, NavalGroup et MBDA se classe troisième. La mode, d'après les visiteurs du salon de Londres, est aux drones, sur terre, sur et sous l'eau, dans les airs, pour toutes les missions et, naturellement, aux détecteurs et chasseurs de drones. Le retour d'expérience de la guerre en Ukraine serait, paraît-il, parlant en la matière. On y voit pourtant surtout des morts, des tranchées, des villes bombardées, des civils terrorisés, les horreurs de la guerre comme partout et comme toujours.

Le logo du salon de Londres parlait de préparer l'avenir. On voit comment cet ordre social l'envisage et s'y prépare.

E.G.

Un pognon de dingue

Macron, monarque républicain et Charles III, roi d'Angleterre, tout tauraudés qu'ils soient par les dures épreuves que traverse l'humanité, se retrouvaient à Paris, le 20 septembre, pour une petite fête. Accompagnés par quelques centaines de leurs amis et serveurs, ils allaient regarder des avions de chasse brûler quelques tonnes de kérosène, écraser des petits fours dans la

galerie des glaces du château de Versailles, utiliser limousines, jets privés et majordomes dorés sur tranche, mobilisant par milliers policiers, journalistes et autre petit personnel.

Mais qu'on se rassure, dès le lendemain chacun, quoiqu'un peu ballonné, retournera à son activité quotidienne : prêcher la modération et la morale écologique au bon peuple.

C.N.

Nos lecteurs écrivent Pénurie de médicaments

Touchée par la maladie de Ménière (maladie affectant l'oreille interne, occasionnant des vertiges rotatoires violents, surdité partielle ou totale), je ne parviens pas, depuis plusieurs mois, à me procurer le médicament indispensable (Bétahistine dichlorhydrate), pour bénéficier d'une « vie normale. » Ce médicament est en rupture.

Il n'y a pas d'explication du côté des laboratoires. Quant au gouvernement, il estime que ce médicament n'est pas reconnu comme ayant un intérêt thérapeutique majeur. Comme ça, c'est plus simple, circulez, y'a rien à voir... et merci pour les 40 000 personnes atteintes par cette maladie !

Alors, depuis plus de quatre mois, je demande à toutes les pharmacies sur

mon chemin : quinze à Paris, cinq dans le Loir-et-Cher, une dans l'Eure, une à Brive, une dans les Pyrénées orientales, deux à Briançon et... une en Espagne où, curieusement, j'ai trouvé le médicament introuvable en France. Mais comme il n'est pas remboursable là-bas, j'ai dû payer la boîte.

Il en va de même pour la Flécaïnide, utilisée en traitement de maladie cardiaque, qu'on trouve en Espagne, mais plus en France. Il semble qu'il soit plus rentable pour les laboratoires pharmaceutiques de vendre ces molécules sur le marché espagnol. Pour eux, le profit passe bien avant la santé de ceux qui ont besoin de ces médicaments.

J.S. une lectrice de région parisienne



La Poste – PIC Rennes : une dégradation programmée

Depuis le 4 septembre, le courrier passe de moins en moins bien à la Plateforme Industrielle Courrier (PIC) de Rennes.

La fermeture de la PIC de Caen cette année, avec la suppression de 250 emplois, entraîne une désorganisation de la PIC de Rennes qui a dû absorber tout le tri postal des trois départements de la Basse-Normandie, sans pour autant récupérer d'emplois supplémentaires.

La direction se faisait fort de réussir à traiter ce courrier normand à Rennes coûte que coûte, en tenant des discours volontaristes aux postiers. Cet été, la chasse aux moindres minutes de retard de pause donnait le ton. Les chefs avaient ordre de faire

alimenter les machines de courrier sans aucune précaution. Il fallait faire du chiffre à tout prix, quitte à y mettre des courriers non mécanisables, ce qui déjà provoquait des pannes.

À la rentrée de septembre, la dernière phase d'intégration du courrier normand à la PIC de Rennes se révèle catastrophique. Plusieurs jours de retard de distribution sont constatés en Ille-et-Vilaine. Les postiers encaissent d'autant moins cette situation qu'ils subissent quotidiennement l'augmentation de la charge de travail sur machine et

les emplois titulaires manquants sur chaque chantier. Et si la direction comble ponctuellement certains trous par le recrutement de travailleurs intérimaires, elle ne daigne même pas les former, puisqu'elle n'a aucune intention de les titulariser. Pour maintenir la pression sur les postiers, elle a annoncé la création d'une prime dérisoire de 300 euros brut, conditionnée à des



critères de qualité de service, bien sûr inatteignables en l'état!

Le mécontentement monte et les discussions vont bon train entre travailleurs

dans les différentes équipes, car ils estiment qu'ils n'ont pas à subir une restructuration dont ils ne sont en rien responsables.

Correspondant LO

SNCF – Pays de la Loire : les sangliers ont bon dos

En guise de cadeau pour la rentrée scolaire, la SNCF a supprimé 17 trains TER sur la région de Nantes.

Le motif invoqué est les heurts de plus en plus fréquents entre les trains et des animaux sauvages... comme les sangliers.

Certes, ces incidents détériorent le matériel, mais ils ne sont pas plus nouveaux que la pluie ou le beau temps! En fait, la raison derrière ces suppressions est moins avouable: cette année, il y a eu plus de vingt démissions aux ateliers de maintenance des trains à Nantes et la réparation des TER prend donc du retard. Car oui, avec une paye en 3x8 au ras des pâquerettes

malgré les week-ends travaillés, certains vont voir ailleurs pour de meilleurs salaires, et on les comprend! La SNCF cherche à recruter mais entre les promesses d'un salaire attractif et la réalité de la première paye, il y a de quoi déchanter.

Alors que la SNCF a fait d'énormes bénéfices en 2022 (2 milliards 400 millions d'euros), et que la fréquentation des trains bat des records, elle n'aurait pas les moyens d'augmenter les salaires et d'embaucher massivement?

Correspondant LO

Keolis – Montesson : en grève

Depuis le 12 septembre, 85 % des chauffeurs de bus Keolis (filiale de la SNCF) sont en grève au dépôt de Montesson.

Ils revendiquent le versement de primes que Keolis ne verse plus depuis qu'elle a remporté le marché en 2022.

Ils dénoncent aussi les conditions de travail qui se détériorent,

les journées hachées, les trajets aussi longs qu'ils doivent effectuer plus rapidement.

Les agents d'entretien en sont même à devoir négocier constamment du matériel pour nettoyer les cars.

Dans leur lutte ils doivent avoir notre soutien.

Bulletin SNCF

Onclusive – Courbevoie : licenciés du fait de l'IA... ou de la course aux profits?

L'entreprise internationale Onclusive, basée à Courbevoie dans les Hauts-de-Seine et spécialisée dans la veille médiatique, fournit des revues de presse à des entreprises du CAC40, à des ministères, et à des services publics.

Sa direction a annoncé qu'elle allait licencier 217 de ses 383 salariés, et qu'ils seraient remplacés par l'intelligence artificielle (IA).

Il y a quelques mois, une étude de la banque Goldman Sachs annonçait la suppression de 300 millions d'emplois dans le monde du fait de l'IA. Mais est-ce vraiment sa faute?

Onclusive a été rachetée

l'an dernier par le fonds d'investissement américain Symphony Technology Group (STG), qui veut augmenter la rentabilité de la firme. Pour cela, il se débarrasse de salariés ayant une certaine ancienneté. Le PDG a annoncé les licenciements par un simple courriel envoyé depuis Londres. Il a ajouté, sans rire, que ce plan permettrait d'« améliorer les

carrières [des] employés », « en leur permettant de se concentrer sur des tâches à plus forte valeur ajoutée ». Puis les salariés ont été avertis: il ne faut pas parler de « licenciements »! Une langue de bois déjà entendue...

STG a fait 572 millions de dollars de profits en 2022. Les capitalistes aiment habiller la course au fric d'expressions à la mode, et l'« IA » en est une qui permet ces temps-ci de couvrir la guerre de classe la plus brutale contre les salariés.

M.B.



Nos lecteurs écrivent : une commémoration salutaire

Il y a près de 50 ans, en 1974, une grève des ouvriers de l'usine Piron, équipementier automobile à Bretoncelle, petite commune de l'Orne, réussissait à licencier leurs patrons. Un ancien ouvrier syndicaliste a décidé de faire revivre la mémoire de cette grève.

Avec une troupe de théâtre amateur, ils ont monté un spectacle qui raconte comment, après deux mois sans que les salaires soient versés, les ouvrières et les ouvriers se sont mis en grève, ont occupé l'usine et ont décidé d'en virer les patrons père et fils de l'usine. Ils ont raconté comment les femmes subissaient du harcèlement de la part de ces patrons, du fils en particulier, comment les machines,

dont des presses, étaient souvent très vieilles, achetées pas cher, et utilisées par les travailleurs alors qu'elles étaient très dangereuses. En deux ans, huit accidents graves du travail avaient été recensés, dont une main écrasée.

La grève, organisée démocratiquement avec des votes en assemblées générales, a fait beaucoup de bruit à l'époque dans cette région rurale où les ouvriers venaient souvent des fermes alentour et n'avaient pas l'habitude de se rebeller. Dans toute la France, des comités apportèrent leur soutien, moral et financier.

Cet événement commémoratif a fait polémique quand la famille Piron a voulu s'opposer à ce qu'il ait lieu, la petite-fille

prétextant que le spectacle allait salir la mémoire de son père et de son grand-père, les patrons de l'usine à l'époque. Le maire, qui avait donné son accord pour utiliser la salle des fêtes, est revenu sur sa promesse.

Le spectacle prévu a finalement bien eu lieu, devant plus de 360 personnes. À la fin, les vrais acteurs de cette grève, les ouvrières et ouvriers de l'époque encore en vie, et des participants à ces comités de soutien, ont pris la parole... et l'une d'entre eux nous a bien fait rire quand elle a raconté qu'après un méchoui, ils avaient lancé les os sur les gendarmes qui leur collaient aux basques!

Une lectrice de l'Orne

Champagne : vendanges mortelles

Lors des fortes chaleurs, quatre saisonniers sont morts en Champagne, deux autres dans le Beaujolais. Il n'y a aucune fatalité dans ces décès, ils sont dus aux conditions de travail exécrables qui sont imposées aux vendangeurs.

Le travail se fait parfois à la tâche, c'est-à-dire qu'il est payé au kilo de raisin cueilli, ce qui pousse les vendangeurs à multiplier les efforts. Les horaires ne sont pas aménagés pour commencer à la fraîche, tôt le matin, mais s'étalent sur la journée en plein soleil. Les ouvriers n'ont pas d'abri pour récupérer lors de la pause du midi.

En Champagne, le responsable du syndicat patronal des vigneron a regretté ces décès, tout en disant qu'il était de la responsabilité des saisonniers

de porter un chapeau et de bien s'hydrater... et que les ouvriers qui travaillent habituellement dans ce secteur ne rencontrent aucune difficulté le reste de l'année, quelles que soient les conditions climatiques. Quel cynisme ! Le travail dans les vignes est particulièrement pénible, et cela tout au long de l'année car, en Champagne, le travail se fait essentiellement à la main lors de la taille, du liage et aussi lors des vendanges, provoquant son lot de maladies professionnelles.

Lors des vendanges, ce

sont 120 000 saisonniers qui viennent faire la récolte. Et, chaque année, certains d'entre eux se retrouvent hébergés dans des conditions indignes. Il en a encore été ainsi cette année, avec des campements faits de simples bâches et de quelques cartons, ou encore avec l'hébergement dans une serre horticole. Le constat des conditions sanitaires déplorables dans lesquelles vivaient les 73 travailleurs roumains ont obligé le sous-traitant qui les avait recrutés à les reloger en toute urgence.

Le recours aux sous-traitants est de plus en plus fréquent en Champagne, permettant notamment aux grandes maisons du champagne ou aux gros

viticulteurs de se défausser de leurs responsabilités en cas de scandale sur les conditions de travail ou d'hébergement. Même dans ce secteur du luxe, où le raisin est le plus cher du monde, avec un prix au

kilo de huit euros, la bourgeoisie, comme les familles Arnaud ou Ricard, propriétaires de vignobles, a une soif de profit insatiable et n'a que mépris pour les travailleurs.

Correspondant LO



Carrefour – Aulnay-sous-Bois : profiteur et licencieur

Jeudi 14 septembre au matin, une soixantaine de salariés de l'hypermarché d'Aulnay-sous-Bois ont débrayé, à l'appel des syndicats CFDT et CGT. Ils s'opposent à la décision du PDG de Carrefour, Alexandre Bompard, de céder le magasin à l'enseigne de discount Atacado.



enseigne spécialisée dans la vente en gros et qui s'implante en Europe, Atacado n'est autre qu'une filiale brésilienne de... Carrefour.

Déjà en novembre 2021, les salariés d'Aulnay s'étaient mobilisés face à la décision des actionnaires de mettre le magasin en location-gérance. Cette mesure leur faisait perdre leurs 13^e et 14^e mois de salaire, leur prime d'ancienneté et la prime de vacances. Une grande partie des

travailleurs voyaient ainsi leur revenu annuel tomber au niveau du smic. Ce crapuleux subterfuge garantit aux actionnaires l'augmentation des dividendes, car ils se trouvent dégagés des « frais de personnel » et dans une large mesure des investissements, tout en laissant la nouvelle enseigne ligotée à la centrale d'achat Carrefour.

Atacado vend sur palette, d'où la suppression de tous les rayons de bouche : poissonnerie, boucherie,

fruits et légumes, boulangerie-pâtisserie et de tout ce qui est vendu sans emballage, le rayon textile notamment. Derrière cette innovation commerciale, il y a la suppression de près de 100 des 375 postes de travail. L'avenir est aussi à la précarisation maximum d'une main-d'œuvre corvéable à merci, interchangeable du jour au lendemain.

Les propositions faites par la direction du magasin se limitent aux indemnités légales de licenciement ou au reclassement dans d'autres magasins du groupe, éloignés d'Aulnay-sous-Bois. Les salariés, en majorité des femmes, auront finalement réussi à obtenir, par leur débrayage, une prime supra-légale d'un demi-mois de salaire par année d'ancienneté en cas de départ.

Depuis plus d'un an, Carrefour est l'un des principaux artisans de l'inflation. En 2022, ce fleuron de la grande distribution a réalisé un bénéfice net de 1,35 milliard d'euros (+26 %). Comme le montre l'affaire d'Aulnay, Carrefour fait son beurre en ajoutant, à l'exploitation des travailleurs, ses combines pour les surexploiter.

Correspondant LO

Vallée de la chimie : plus rose que Barbie Land ?

Lundi 18 septembre, le journal régional *Le Progrès* a consacré une pleine page aux usines de la vallée de la chimie, au sud de Lyon, avec le renfort d'Émeline Baune, vice-présidente écologiste de la Métropole de Lyon qui est abondamment citée : on y découvre un monde merveilleux, où les industriels investissent massivement, recrutent, et se préoccupent de l'avenir de la planète en décarbonant.

La réalité que vivent les travailleurs au quotidien, ce sont des ateliers vieillissants et entretenus au rabais, des expositions quotidiennes à des produits classés CMR (cancérigène, mutagène et reprotoxique), des accidents du travail réguliers avec morts (à Bluestar, aujourd'hui Elkem, en 2016) ou mutilations (sur les sites Domo ou Solvay). Quant à faire croire que les patrons de la chimie se préoccupent de l'environnement, il n'est qu'à voir comment Arkema et Daikin, à Pierre-Bénite, ont exposé pendant des décennies salariés et riverains à des polluants éternels (les

PFAS), scandale qui a éclaté au grand jour cette année.

L'article du *Progrès* prétend même que le groupe Solvay serait en « recrutement permanent » : or les plans de suppression d'emplois se succèdent sur son usine de Saint-Fons. Ces derniers mois, six emplois y ont été supprimés en journée et deux en équipe à la chaufferie : conséquence, chaque posté à la chaufferie se retrouve à travailler tout seul pendant ses huit heures, y compris la nuit ou le week-end. Solvay annonce en ce moment même la suppression de cinq emplois sur un atelier. Alors, « recrutement permanent », il fallait oser !

Mais le but de cette propagande est clair : si la vallée de la chimie est reconnue pour être une « zone industrielle bas carbone », il y a des subventions publiques à capter pour les entreprises. En tout cas, les patrons du secteur ne pourront pas reprocher aux politiciens écologistes de ménager leur peine pour les aider.

Correspondant LO

Clinique – Chambray-lès-Tours : trois jours de grève

Mardi 12 septembre, le personnel du Pôle Vinci de Chambray-lès-Tours, en Indre-et-Loire, s'est mis en grève pour trois jours, pour la première fois.

Ce pôle de santé privé, a été créé en 2008 par le regroupement de quatre cliniques privées à but lucratif du département. Il est installé dans un établissement neuf construit à grand renfort de fonds publics et compte 510 lits et plus de 700 salariés hors médecins.

Les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader, en particulier depuis 2019. Les infirmières et aides-soignantes se plaignent d'avoir à s'occuper de toujours plus de patients. On les oblige en outre à aller aider dans la journée un autre service

décrété encore plus en difficulté, en fonction des codes vert ou rouge. Les arrêts maladie ne cessent d'augmenter. Bien entendu, les salaires ne suivent pas ou si peu par rapport à l'inflation, pendant que les profits coulent à flots.

Le 12 septembre, 150 agents en colère de tous les services sont allés au bord de la route devant l'établissement, y restant toute la matinée avec banderoles et pancartes sollicitant le soutien des automobilistes qui passaient. Entre les coups de klaxon de sympathie et



les slogans criés par le personnel, il y avait de l'ambiance. Le lendemain, les grévistes sont revenus aussi nombreux. Un rendez-vous avec la direction n'a rien

donné, à part de vagues promesses de réorganisation de la journée de travail et de futures réunions pour la fin de l'année. Les grévistes sont donc revenus le jeudi

pour exprimer à nouveau leur colère.

Cette grève, une première pour tout le monde, arrive au moment où le patron actionnaire est en train de négocier le rachat de la clinique par le groupe Valto, un groupe qui s'est agrandi en 2022, passant de 50 à 91 établissements en Europe et en doublant son chiffre d'affaires. Les grévistes ont fait le lien entre la dégradation de leurs conditions de travail et ce rachat. Sur une pancarte, on pouvait d'ailleurs lire « Stop aux sacrifices pour leurs bénéficiaires ».

La grève a donc montré la colère des travailleurs à leur actuel patron et aux nouveaux actionnaires, et aussi qu'il faudra compter avec eux.

Correspondant LO

CHU de Montpellier : mouvement chez Onet

Une quarantaine d'agents d'entretien d'Onet travaillant sur le site du CHU de Lapeyronie, à Montpellier, ont fait grève les 13, 14 et 15 septembre. Ils se sont retrouvés à 5 heures le 19 septembre pour voter la grève illimitée, avec le soutien d'agents hospitaliers.

Les salaires trop bas ne permettent pas de vivre décemment avec l'inflation et, de plus, la direction veut imposer un suivi à la

trace. Il faudrait pointer sur téléphone à chaque entrée dans une pièce à nettoyer, alors que les agents ne peuvent déjà pas s'arrêter pour uriner ! La direction leur impose aussi du chômage technique sans aucune compensation quand elle n'a pas de chantier à leur donner et multiplie les sanctions tout en les surchargeant de tâches supplémentaires. Les grévistes refusent en bloc ce pointage, réclament l'arrêt

« des mises en absence autorisée non compensée », plus de temps pour effectuer les tâches et une prime équivalente à un 13e mois. La direction du CHU, donneuse d'ordres, se défuse en disant que cela concerne Onet et qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter puisque le sous-traitant ne s'occupe que du nettoyage des espaces administratifs.

L'hôpital public, à l'image de nombreuses entreprises, utilise la

sous-traitance pour faire des économies et ferme les yeux sur les conditions de travail indignes imposées aux travailleurs. La famille Coquet-Reinier, propriétaire d'Onet, a été classée 264e fortune de France avec 500 millions par le magazine *Challenges* en 2023. Les travailleurs d'Onet ont toutes les raisons de se battre pour se faire respecter et faire payer ce groupe richissime.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis : la grève dans l'automobile

Depuis le 15 septembre, la centrale syndicale des ouvriers de l'automobile, l'United Auto Workers (UAW), a entamé un bras de fer avec les trois grands constructeurs historiques des États-Unis : General Motors, Ford, ainsi que Chrysler qui fait à présent partie de Stellantis.

Pour la première fois, l'UAW a démarré une grève touchant simultanément ces « trois grands ». Depuis que Shawn Fain a été élu président de l'UAW au printemps, la direction syndicale a adopté un langage combatif, préparant ses 150 000 adhérents de l'automobile à se mobiliser pour appuyer les négociations des contrats de travail collectifs de quatre ans, ceux-ci arrivant à expiration le 14 septembre.

Mettant en avant les 250 milliards de dollars de bénéfices réalisés par les « trois grands » sur le marché nord-américain ces dix dernières années et les sacrifices consentis par les ouvriers, notamment suite à la crise de 2008, le syndicat a exprimé des revendications très largement partagées par ses adhérents. Il réclame une hausse de 46 % des salaires sur les quatre années à venir pour faire face à l'inflation prévisible, rattraper les 20 % de l'inflation passée, ainsi que pour compenser les pertes subies par les ouvriers licenciés puis réembauchés à des taux horaires souvent

inférieurs d'un tiers. Le syndicat réclame aussi le retour de l'allocation compensatrice de l'inflation (COLA), à laquelle il avait renoncé en 2007 sous la pression du patronat. Enfin, au nom de l'unité des travailleurs, l'UAW exige la fin du statut dérogatoire (« tiers », accepté lors des contrats précédents) que connaissent les nouveaux embauchés et les intérimaires, payés bien moins que leurs collègues et ne bénéficiant pas de la même retraite ni de la même couverture médicale.

Ces derniers mois, l'UAW a popularisé ces revendications, en rappelant les grèves avec occupation d'usines des années 1930 qui avaient imposé les syndicats aux plus grandes entreprises. Ses dirigeants parlent à nouveau de classe ouvrière, en appelant au « combat d'une génération ». Nul doute que la grande majorité des membres de l'UAW se retrouvent dans les revendications de leur syndicat et savent qu'une grève importante est nécessaire pour faire plier les constructeurs. En face, le patronat et ses relais politiques ont



Grève à l'usine Stellantis de Toledo, dans l'Ohio.

dénoncé ces revendications comme excessives et prétendu qu'une grève mettrait l'économie en péril. Pourtant il n'est même pas question de recréer les emplois qui ont été détruits par dizaines de milliers, ce qui permet aux patrons de faire plus de profit sur chaque véhicule et explique les bénéfices gigantesques accumulés. Il n'est pas question non plus d'alléger les horaires de travail harassants et les cadences qui détruisent la santé des ouvriers.

Pour l'instant, les « trois grands » n'ont proposé que des miettes aux négociateurs de l'UAW, tandis que ceux-ci voudraient augmenter progressivement la pression gréviste

avant d'obtenir des contrats qu'ils pourraient soumettre au vote des syndiqués. La grève n'est légale qu'au moment du renouvellement de ces contrats et seule une petite partie des syndiqués a été appelée pour l'instant à l'action, tandis que la caisse de grève du syndicat indemnise partiellement les grévistes. L'UAW n'organise la grève que dans une seule usine de chacun des « trois grands », avec des piquets de grève tournants qui ne mobilisent chacun des 13 000 grévistes qu'une seule fois par semaine. Dans sa tactique pour renforcer sa position face à des constructeurs riches à milliards, et appuyés sur leurs actionnaires financiers de

Wall Street, Shawn Fain a averti les adhérents de l'UAW qu'ils doivent se tenir prêts à répondre lorsque que le syndicat appellera de nouvelles usines à rejoindre la grève.

La direction de l'UAW contrôle donc de bout en bout ce mouvement, dont elle a l'initiative. Les travailleurs membres du syndicat ont été consultés sur l'opportunité d'une grève et l'ont approuvée, même si sa conduite leur échappe totalement. Elle est certainement vue avec sympathie bien au-delà des rangs de l'UAW. Les ouvriers de l'automobile peuvent trouver des alliés dans tout le monde du travail, syndiqué ou non.

Lucien Déroit

Grèce : une offensive contre les travailleurs

Le gouvernement grec a soumis au Parlement son nouveau projet de loi travail dont chaque article est une attaque contre les droits des travailleurs.

La loi précédente, en légalisant la journée de dix heures et en imposant un service minimum dans le public, était déjà un recul. Cette fois-ci la semaine de travail légale devient de six jours, au lieu de cinq. Cette mesure était réclamée depuis longtemps par le SEV, le Medef grec, porte-parole des plus gros patrons, en particulier ceux des entreprises fonctionnant en continu, pour éviter d'embaucher et de payer 40 % de plus la journée supplémentaire.

En ce qui concerne le temps de travail journalier, la seule obligation est le respect des onze heures de repos par jour. Les travailleurs, même à temps plein, sont maintenant autorisés à cumuler plusieurs emplois. Bien sûr, près d'un salarié

sur six y recourt déjà, vu la faiblesse des salaires et un smic bien insuffisant à 780 euros par mois. Mais maintenant ils pourront, à la limite, travailler treize heures par jour, avec la bénédiction du ministre du Développement et des Investissements, Adonis Georgiadis, qui y voit une façon « de rendre nos relations de travail plus honnêtes » !

Quant aux contrats de travail, la fin de la plupart des conventions collectives les avait déjà rendus très incertains, voire inexistantes. Le gouvernement grec veut maintenant introduire le contrat « zéro heure » : le travailleur embauché devrait attendre l'appel du patron quand celui-ci le juge bon, au plus tard 24 heures avant la prise du travail,

seul le temps effectivement travaillé étant rémunéré. Il est question aussi de « travailleurs probatoires », employés « en apprentissage » et licenciés au bout de six mois sans compensation.

Quant au droit de grève, déjà bien limité par l'obligation d'un vote de 50 % des syndiqués pour que le mouvement soit légal, il devrait

l'être encore davantage. La future loi ouvre la porte à d'autres limitations, notamment en cas de violences, y compris « psychologiques », s'exerçant sur « ceux qui souhaiteraient travailler ». Elle interdit « l'occupation de zones ou d'entrées de lieux de travail pendant une grève ». La peine prévue est de six mois de prison

et les amendes d'au moins 5 000 euros.

Le gouvernement de droite dirigé par Mitsotakis n'invente rien. D'autres, de droite ou de gauche, comme Syriza, ont accepté de jouer, contre les travailleurs, le rôle de courroie de transmission de la politique des patrons, de Grèce et d'ailleurs.

Mitsotakis fait un pas de plus en affichant son mépris et sa volonté de mettre au pas la population. Le ministre chargé de cette offensive n'a pas été choisi par hasard : Georgiadis est un ex-membre du LAOS, un ancien parti d'extrême droite, viscéralement hostile aux travailleurs.

Ce projet est une vraie provocation et on peut espérer que l'appel à une manifestation le jeudi 21 septembre soit le début d'une riposte.

Sylvie Maréchal



Manifestation lors de la précédente loi travail en 2021.